

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-nouveau-desordre-mondial-selon-Tariq-Ali>

« Le nouveau désordre mondial » selon Tariq Ali

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : lundi 20 avril 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ils savaient exactement ce qu'ils faisaient

Il y a trois décennies, avec la fin de la guerre froide et le démantèlement des dictatures sud-américaines, beaucoup ont espéré que les dividendes de la paix si souvent évoqués, promis par Bush senior et Thatcher, se matérialiseraient effectivement. Pas de chance. En lieu et place, nous avons connu des guerres continues, des bouleversements, de l'intolérance et des fondamentalismes de toute sorte - religieux, ethniques et impériaux. L'exposition des réseaux occidentaux de surveillance mondiale a accru le sentiment que les institutions démocratiques ne fonctionnaient pas comme elles le devraient ; que cela plaise ou non, nous vivons dans la période crépusculaire de la démocratie elle-même.

Le crépuscule a commencé au début des années 1990, avec l'implosion de l'ancienne Union soviétique et la prise de contrôle sur la Russie, l'Asie centrale et une grande partie de l'Europe de l'Est par d'anciens bureaucrates des Partis communistes dénués d'imagination, dont beaucoup sont rapidement devenus milliardaires. Les oligarques qui ont acheté certains des biens immobiliers les plus chers au monde, y compris à Londres, peuvent avoir été un jour membres du Parti communiste, mais ils étaient aussi des opportunistes sans dévouement envers quoi que ce soit sinon le pouvoir et le remplissage de leurs propres poches. Le vide créé par l'effondrement du système des partis a été comblé par différentes choses dans différentes parties du monde, dont la religion - et pas seulement l'islam. Les statistiques sur la croissance de la religion dans le monde occidental sont impressionnantes - observez seulement la France. Et nous avons aussi vu l'ascension d'un empire mondial d'une puissance sans précédent. Les États-Unis sont aujourd'hui militairement incontestables et ils dominent la politique mondiale, et même la politique des pays qu'ils traitent comme des ennemis.

Si vous comparez la récente diabolisation de Poutine à la manière dont Eltsine était traité à une époque où il commettait beaucoup plus d'atrocités choquantes - détruire entièrement la ville de Grozny, par exemple -, vous voyez que ce qui est en jeu n'est pas une question de principe, mais les intérêts d'une puissance mondiale prédominante. Il n'a pas existé un tel empire auparavant, et il est peu probable qu'il y en ait de nouveau un. Les États-Unis sont le lieu du développement économique le plus remarquable de ces derniers temps, l'émergence de la révolution informatique sur la côte Ouest. Pourtant, en dépit de ces progrès dans la technologie capitaliste, la structure politique des États-Unis a à peine changé depuis cent cinquante ans. Ils peuvent être aux commandes militairement, économiquement et même culturellement - leur puissance douce, leur *soft power*, domine le monde - mais il n'y a encore aucun signe de changement politique de l'intérieur. Cette contradiction peut-elle durer ?

Le vrai déclin US est encore loin

Un débat se poursuit dans le monde entier sur la question de savoir si l'Empire américain est en déclin. Il y a une vaste littérature décliniste, qui fait valoir que ce déclin a commencé et qu'il est irréversible. J'y vois un vœu pieux. L'Empire américain a connu des revers - quel empire n'en connaît pas ? Il a subi des revers dans les années 1960, 1970 et 1980 : beaucoup ont pensé que sa défaite de 1975 au Vietnam était décisive. Elle ne l'était pas, et les États-Unis n'ont pas subi d'autre revers de cette ampleur depuis lors. Mais jusqu'à ce que nous sachions et comprenions comment cet empire fonctionne mondialement, il est très difficile de proposer un ensemble de stratégies pour le combattre ou le contenir - ou, comme le demandent les théoriciens réalistes comme le défunt Chalmers Johnson et John Mearsheimer, faire en sorte que les États-Unis démantèlent leurs bases, sortent du reste du monde et agissent à l'échelle mondiale seulement s'ils sont effectivement menacés en tant que pays. De nombreux réalistes aux États-Unis soutiennent qu'un tel retrait est nécessaire, mais ils argumentent à partir d'une position de faiblesse dans le sens où les reculs qu'ils considèrent comme irréversibles ne le sont pas. Il y a très peu de revers dont des États impériaux ne peuvent se remettre. Certains arguments des déclinistes sont simplistes - celui, par exemple, que tous les empires ont fini par s'effondrer. C'est évidemment vrai, mais il y a des raisons

contingentes à ces effondrements, et pour le moment, les États-Unis restent incontestables : ils exercent leur puissance douce dans le monde entier, y compris dans les bastions de leurs rivaux économiques ; leur puissance brutale est toujours dominante, ce qui leur permet d'occuper les pays qu'ils considèrent comme ennemis ; et leur puissance idéologique reste écrasante en Europe et au-delà.

Les États-Unis ont toutefois subi des revers à une échelle semi-continentale en Amérique du Sud. Et ces revers ont été plus politiques et idéologiques qu'économiques. La chaîne de victoires électorales de partis politiques de gauche au Venezuela, en Équateur et en Bolivie a montré qu'il y avait une alternative possible au sein du capitalisme. Aucun de ces gouvernements, pourtant, ne conteste le système capitaliste, et c'est également vrai des partis radicaux qui ont récemment émergé en Europe. Ni *Syriza* en Grèce, ni *Podemos* en Espagne ne défient le système ; les réformes proposées sont plutôt comparables à la politique promue par [Clement Attlee](#) en Grande-Bretagne après 1945. Comme les partis de gauche en Amérique du Sud, ils ont essentiellement des programmes sociaux-démocrates, combinés à des mobilisations de masse.

Gouverner à l'extrême-centre

Mais les réformes sociales-démocrates sont devenues intolérables pour le système économique néolibéral imposé par le capital mondial. Si vous soutenez, comme le font ceux qui sont au pouvoir (sinon explicitement, du moins implicitement), qu'il est nécessaire d'avoir une structure politique dans laquelle aucun défi au système n'est autorisé, alors nous vivons une époque dangereuse. Élever le terrorisme au rang de menace équivalente à la menace communiste d'antan est étrange. L'utilisation du mot même de terrorisme, les projets de lois déposés au Parlement et au Congrès pour faire cesser les gens d'en parler, l'examen minutieux des personnes invitées à donner des conférences dans les universités, l'idée qu'il faut interroger les conférenciers extérieurs sur ce qu'ils vont dire avant d'être autorisés à entrer dans le pays : tout cela semble de petites choses, mais elles sont emblématiques de l'époque à laquelle nous vivons. Et la facilité avec laquelle tout cela est accepté est effrayante. Si ce qu'on nous dit est qu'aucun changement n'est possible, que le seul système concevable est le système actuel, nous allons avoir des ennuis. En fin de compte, ce ne sera pas accepté. Et si vous empêchez les gens de parler ou de penser ou de développer des alternatives politiques, ce ne sera pas seulement l'oeuvre de Marx qui sera mise dans une tombe. Karl Polanyi, le plus primé des théoriciens sociaux-démocrates, a subi le même sort.

Nous avons vu le développement d'une forme de gouvernement que j'appelle l'extrême-centre, qui gouverne actuellement de grandes espaces en Europe et inclut les partis de gauche, de centre-gauche, de centre-droit et du centre. Toute une frange de l'électorat, en particulier les jeunes, ressentent que voter ne fait aucune différence, étant donné les partis politiques que nous avons. L'extrême-centre mène des guerres, soit pour son propre compte soit pour celui des États-Unis ; il soutient les mesures d'austérité ; il défend la surveillance comme absolument nécessaire pour vaincre le terrorisme, sans jamais demander pourquoi ce terrorisme arrive - si on pose cette question, on est presque un terroriste soi-même. Pourquoi les terroristes font-ils cela ? Sont-ils déséquilibrés ? Y a-t-il quelque chose qui provient du plus profond de leur religion ? Ces questions sont contreproductives et inutiles. Si vous demandez si la politique impériale américaine ou la politique étrangère de la Grande-Bretagne ou de la France ne seraient pas responsables d'une manière ou d'une autre, vous êtes attaqués. Mais bien sûr les agences de renseignement et les services de sécurité savent parfaitement que la raison pour laquelle les gens deviennent fous - et c'est une forme de folie - est qu'ils sont mus non par la religion mais par ce qu'ils voient. Hussain Osman, l'un des hommes de l'attentat à la bombe manqué dans le métro de Londres le 21 juillet 2005, a été arrêté à Rome une semaine plus tard. « Plus que prier, nous parlions de travail, de politique, de la guerre en Irak, a-t-il dit aux Italiens qui l'interrogeaient. Nous avons toujours de nouveaux films sur la guerre en Irak... Ceux dans lesquels vous pouviez voir des femmes et des enfants irakiens qui avaient été tués par des soldats états-uniens ou britanniques. » Eliza Manningham-Buller, qui a démissionné de son poste de directrice du M15 en 2007, a dit : « Notre engagement en Irak a radicalisé, faute d'un terme meilleur, toute une génération de jeunes gens. »

Si ce n'est pas le désordre, qu'est-ce que c'est ?

Avant la guerre de 2003, sous la dictature autoritaire de Saddam et de son prédécesseur, l'Irak avait le plus haut niveau d'éducation du Moyen-Orient. Si vous soulevez ce point, vous êtes accusé de faire l'apologie de Saddam, mais dans les années 1980, l'université de Bagdad avait plus de professeurs femmes que Princeton en 2009 ; il y avait des crèches pour permettre aux femmes d'enseigner plus facilement dans les écoles et les universités. A Bagdad et Mossoul - actuellement occupées par l'État islamique - il y avait des bibliothèques vieilles de plusieurs siècles. La bibliothèque de Mossoul fonctionnait au VIII^e siècle et avait des manuscrits de la Grèce ancienne dans ses coffres. La bibliothèque de Bagdad, comme nous le savons, a été pillée après l'occupation, et ce qui se passe maintenant dans les bibliothèques de Mossoul n'est pas une surprise, des milliers de livres et de manuscrits sont détruits.

Tout ce qui s'est passé en Irak est une conséquence de cette guerre désastreuse, qui a pris des proportions génocidaires. Les chiffres de ceux qui sont morts sont contestés, parce que la Coalition des volontaires ne comptabilise pas les victimes civiles dans le pays qu'elle occupe. Pourquoi se donnerait-elle cette peine ? Mais d'autres ont évalué que plus d'un million d'Irakiens ont été tués, principalement des civils. Le gouvernement fantoche installé par l'occupation a confirmé indirectement ces chiffres en 2006 en admettant officiellement qu'il y avait cinq millions d'orphelins en Irak. L'occupation de l'Irak est une des actions les plus dévastatrices dans l'Histoire moderne. Bien que Hiroshima et Nagasaki aient été bombardés à l'arme nucléaire, les structures sociales et politiques de l'État japonais ont été maintenues ; bien que les Allemands et les Italiens aient été vaincus dans la Seconde Guerre mondiale, la plus grande partie de leurs structures militaires, de renseignement, policières et judiciaires sont restées en place, parce qu'il y avait déjà un autre ennemi en perspective - le communisme. Mais l'Irak a été traité comme nul autre pays ne l'avait été auparavant. La raison pour laquelle les gens ne le voient pas vraiment est qu'une fois l'occupation commencée, tous les correspondants sont rentrés à la maison. Vous pouvez compter les exceptions sur les doigts d'une seule main : Patrick Cockburn, Robert Fisk, et un ou deux autres. L'infrastructure sociale de l'Irak ne fonctionne toujours pas, des années après que l'occupation est terminée ; elle a été détruite. Le pays a été démodernisé. L'Occident a détruit les services éducatifs et médicaux de l'Irak ; il a remis le pouvoir à un groupe de partis religieux chiïtes, qui se sont immédiatement lancés dans des bains de sang de vengeance. Plusieurs centaines de professeurs d'université ont été tués. Si ce n'est pas du désordre, qu'est-ce que c'est ?

La mort du nationalisme arabe

Dans le cas de l'Afghanistan, chacun sait que ce qui est effectivement derrière cette grande tentative, comme les États-Unis et la Grande-Bretagne l'ont exprimée, de moderniser le pays. Cherie Blair et Laura Bush ont dit que c'était une guerre pour la libération des femmes. Si elle l'avait été, elle aurait été la première dans l'Histoire. Nous savons maintenant ce que c'était vraiment : une guerre de vengeance brutale qui a échoué parce que l'occupation a renforcé ceux qu'elle cherchait à détruire. La guerre n'a pas seulement dévasté l'Afghanistan et ce qu'il avait comme infrastructures, mais elle a déstabilisé aussi le Pakistan, qui possède des armes nucléaires, et qui est maintenant aussi dans une situation très dangereuse.

Ces deux guerres n'ont fait de bien à personne, mais elles ont réussi à diviser le monde musulman et arabe, que cela ait été intentionnel ou non. La décision des États-Unis de remettre le pouvoir à des partis religieux chiïtes a creusé le fossé entre sunnites et chiïtes : il y a eu une épuration ethnique à Bagdad, qui était une cité mixte dans un pays où les mariages entre sunnites et chiïtes étaient courants. Les Américains ont agi comme si tous les sunnites étaient des partisans de Saddam, alors que de nombreux sunnites étaient jetés arbitrairement en prison sous son règne. Mais la création de ce fossé a mis fin au nationalisme arabe pour de longues années à venir. Les querelles aujourd'hui se résument à décider quel camp les États-Unis soutiennent dans tel ou tel conflit. En Irak, ils soutiennent les chiïtes.

La diabolisation de l'Iran est profondément injuste, parce que sans le soutien tacite des Iraniens, les Américains n'auraient pas pris l'Irak. Et la résistance irakienne à l'occupation n'a progressé que jusqu'à ce que les Iraniens disent au chef chiïte Muqtada al-Sadr, qui avait collaboré avec des opposants sunnites au régime, de la stopper. Il a été

emmené à Téhéran où on l'a mis en vacance pour un an. Sans appui iranien à la fois en Irak et en Afghanistan, il aurait été très difficile pour les États-Unis de soutenir leurs occupations. L'Iran a été remercié par des sanctions, davantage de diabolisation, des doubles standards - Israël peut avoir des armes nucléaires, vous pas. Le Moyen-Orient est maintenant dans un chaos total : la puissance centrale, la plus importante, est Israël, qui continue son expansion ; les Palestiniens ont été vaincus et le resteront longtemps dans les temps à venir ; tous les principaux pays arabes ont été détruits, d'abord l'Irak, maintenant la Syrie ; l'Égypte, avec une dictature militaire brutale au pouvoir, torture et tue comme si le Printemps arabe n'avait jamais eu lieu - et pour les dirigeants militaires, il n'a pas existé.

Bientôt des bantoustans au Moyen-Orient

Quant à Israël, le soutien aveugle qu'il reçoit des États-Unis est une vieille histoire. Et qui interroge cela, de nos jours, se fait coller l'étiquette d'antisémite. Le danger, avec cette stratégie, est que si vous dites à une génération qui n'a eu aucune expérience de l'Holocauste en dehors des films qu'attaquer Israël est antisémite, la réplique sera : « Et alors ? Appelez-nous antisémites si vous voulez. Si cela signifie s'opposer à vous, nous le sommes ». Donc cela n'a aidé personne. Il est inconcevable qu'un gouvernement israélien accorde un État aux Palestiniens. Comme le défunt Edward Saïd nous en a avertis, les Accords d'Oslo étaient un Traité de Versailles palestinien. En effet, ils sont bien pires que cela.

Ainsi, la désintégration du Moyen-Orient qui avait commencé après la Première Guerre mondiale se poursuit. Soit l'Irak sera divisé en trois pays, soit la Syrie sera divisée en deux ou trois pays, nous ne savons pas. Mais il serait peu surprenant que tous les États de la région, sauf l'Égypte, qui est trop grande pour être démantelée, finissent comme des bantoustans, ou des principautés sur le modèle du Qatar et des autres États du Golfe, fondés et maintenus par les Saoudiens, d'une part, et les Iraniens, d'autre part.

Tous les espoirs suscités par le Printemps arabe se sont écroulés, et il est intéressant de comprendre pourquoi. Trop de ceux qui y ont participé n'ont pas vu - en grande partie pour des questions de générations - que pour frapper fort, vous devez avoir une forme de mouvement politique. Il n'était pas surprenant que les Frères musulmans, qui avaient participé tardivement aux manifestations en Égypte, aient pris le pouvoir : c'était le seul véritable parti politique en Égypte. Mais ensuite les Frères se sont précipités tout droit dans les bras des militaires en se comportant comme Mubarak - en proposant des marchés aux services de sécurité, aux Israéliens - donc les gens ont commencé à se demander quel était l'intérêt de les avoir au pouvoir. L'armée était ensuite en mesure de mobiliser des soutiens et de se débarrasser des Frères. Tout cela a démoralisé une génération entière au Moyen-Orient.

* * *

Des diplomates en colère

Quelle est la situation en Europe ?

La première remarque à faire est qu'il n'y a pas un seul pays dans l'Union européenne qui jouisse de sa légitime souveraineté. Après la fin de la guerre froide et sa réunification, l'Allemagne est devenue l'État le plus fort et le plus important stratégiquement en Europe, mais même elle ne jouit pas d'une souveraineté totale : les États-Unis restent dominants à de nombreux niveaux, en particulier dans la mesure où l'armée est concernée. La Grande-Bretagne est devenue un État semi-vassal après la Seconde Guerre mondiale. Les derniers Premiers ministres britanniques ayant agi comme si la Grande-Bretagne était un État souverain étaient Harold Wilson, qui a refusé d'envoyer des troupes britanniques au Vietnam, et Edward Heath, qui a refusé que des bases britanniques soient utilisées pour bombarder

le Moyen-Orient. Depuis lors, la Grande-Bretagne a invariablement exécuté les ordres des États-Unis, même si de grandes parties de l'establishment britannique sont contre. Le *Foreign Office* était très en colère pendant la guerre d'Irak parce qu'il estimait qu'il n'y avait aucune nécessité que la Grande-Bretagne s'implique. En 2003, lorsque la guerre était en cours, j'ai reçu un appel téléphonique de l'ambassade britannique qui m'a invité à déjeuner. J'ai trouvé ça bizarre. Quand je suis arrivé, j'ai été accueilli par l'ambassadeur, qui m'a dit : « Je vous rassure, nous n'allons pas seulement manger, nous allons aussi parler politique ». Au repas, il a dit : « Maintenant, c'est le moment des questions - je vais commencer. Tariq Ali, j'ai lu le texte que vous avez écrit dans le *Guardian* affirmant que Tony Blair devrait être inculpé pour crimes de guerre par la Cour pénale internationale. Pourriez-vous m'expliquer pourquoi ? » J'ai passé à peu près dix minutes à expliquer, au grand étonnement des hôtes syriens. À la fin, l'ambassadeur a déclaré : « Eh bien, je suis entièrement d'accord avec ça - je ne sais pas pour le reste d'entre vous. » Après le départ des hôtes, j'ai dit : « C'était très courageux de votre part. » Et l'homme du MI6 qui assistait au repas a répliqué : « Ouais, il peut faire ça parce qu'il part en retraite en décembre ». Mais un événement similaire s'est passé à l'ambassade à Vienne, où j'ai donné une conférence de presse attaquant la guerre en Irak dans le salon de l'ambassadeur britannique. Ces gens ne sont pas fous - ils savaient exactement ce qu'ils faisaient. Et agir de cette manière était le résultat de l'humiliation qu'ils ressentaient d'avoir un gouvernement qui, même si les Américains avaient dit qu'ils pouvaient gérer sans le Royaume-Uni, avait insisté pour se joindre à eux de toute façon.

Les Allemands savent qu'ils n'ont pas de souveraineté, mais lorsque vous parlez de cela avec eux, ils haussent les épaules. Beaucoup d'entre eux n'en veulent pas parce qu'ils sont trop préoccupés par leur passé, avec l'idée que les Allemands sont presque génétiquement prédisposés à aimer les guerres - une vision grotesque, que quelques personnes qui devraient mieux savoir ont exprimée de nouveau lors des cérémonies de commémoration de la Première Guerre mondiale. Le fait est que - politiquement, idéologiquement et militairement, et même économiquement - l'Union européenne est sous la coupe de la puissance impériale mondiale. Lorsque l'élite européenne a offert une somme d'argent pitoyable aux Grecs, Timothy Geithner, alors secrétaire états-unien au Trésor, a dû intervenir et dire à l'UE d'augmenter son fonds de sauvetage à 500 milliards de Euros (livres sterling). Ils ont bourdonné et tergiversé, mais ils ont, pour finir, fait ce que les Américains voulaient. Tous les espoirs nés à partir du moment où avait été lancée l'idée européenne d'un continent indépendant des autres grandes puissances, traçant sa propre voie dans le monde, ont disparu une fois que la guerre froide a été terminée. Juste au moment où on a senti qu'il faudrait être capable d'atteindre ce but, l'Europe, au contraire, est devenue un continent voué aux intérêts des banquiers - une Europe de l'argent, un lieu sans vision sociale, laissant l'ordre néolibéral incontesté.

Les Grecs ne sont pas tant punis pour leur dette que pour leur échec à faire les réformes demandées par l'UE. Le gouvernement de droite vaincu par *Syriza* a réussi à imposer seulement trois des 14 réformes sur lesquelles l'UE insistait. Ils ne pouvaient pas faire plus parce que ce qu'ils avaient mis en place a contribué à créer en Grèce une situation assez similaire à l'Irak : démodernisation ; privatisations totalement inutiles, liées à la corruption politique ; paupérisation des gens ordinaires. Donc les Grecs ont élu un gouvernement qui proposait de changer les choses, et ensuite on a dit qu'il ne le pourrait pas. L'UE a peur d'un effet domino : si les Grecs sont récompensés d'avoir élu *Syriza*, d'autres pays pourraient élire des gouvernements semblables, par conséquent la Grèce doit être écrasée. Les Grecs ne peuvent pas être jetés hors de l'Union européenne - ce n'est pas autorisé par la Constitution - ou hors de l'eurozone, mais leur vie peut être rendue si difficile pour eux qu'ils devront sortir de l'euro et mettre en place un euro grec, ou une euro drachme, pour que le pays continue. Mais si cela devait arriver, les conditions seraient bien pires, au moins temporairement - et c'est pourquoi les Grecs n'ont pas d'autre choix que de résister. Le danger maintenant est que, dans cette atmosphère volatile, les gens pourraient virer très rapidement à droite, vers Aube dorée, un parti explicitement fasciste. Voilà la dimension du problème, et pour les élites européennes, se comporter comme elles le font - comme l'extrême-centre, autrement dit - est myope et stupide.

La Chine : combien de milliardaires ?

Et puis il y a la montée de la Chine. Indubitablement, des gains énormes ont été réalisés par le capitalisme en Chine ; les économies chinoise et américaine sont remarquablement interdépendantes. Quand un vétéran du mouvement

ouvrier aux États-Unis m'a demandé récemment ce qui était arrivé à la classe ouvrière américaine, la réponse était simple : aujourd'hui, la classe ouvrière américaine est en Chine. Mais c'est aussi vrai que la Chine n'est pas vraiment près de remplacer les États-Unis. Tous les chiffres produits aujourd'hui par les économistes montrent que là où ça compte, les Chinois en sont encore très loin. Si vous observez les proportions nationales des ménages de milliardaires dans le monde en 2012 : États-Unis, 42.5% ; Japon, 10.6% ; Chine, 9.4% ; Grande-Bretagne, 3.7% ; Suisse, 2.9% ; Allemagne, 2.7% ; Taiwan, 2.3% ; Italie, 2% ; France, 1.9%. Donc en termes de puissance économique, les États-Unis s'en sortent bien. Sur de nombreux marchés essentiels - l'industrie pharmaceutique, l'aérospatiale, les logiciels informatiques, le matériel médical - les États-Unis dominent ; les Chinois ne sont nulle part. Les chiffres pour 2010 ont montré que les trois quarts des deux cents premières compagnies chinoises d'exportation - et ce sont des statistiques chinoises - appartiennent à des intérêts étrangers. Il y a beaucoup d'investissements étrangers en Chine, souvent par des pays voisins comme Taiwan. Foxconn, qui produit des ordinateurs pour Apple en Chine, est une société taïwanaise.

L'idée que les Chinois vont subitement arriver au pouvoir et remplacer les États-Unis est de la foutaise. C'est invraisemblable militairement ; c'est invraisemblable économiquement ; et politiquement, idéologiquement, il est évident que ce n'est pas le cas. Lorsque l'Empire britannique a commencé à décliner, des décennies avant de s'effondrer, les gens savaient ce qui était en train d'arriver. Lénine et Trotsky ont tous deux réalisé que les Britanniques allaient vers leur fin. Il y a un merveilleux discours de Trotsky, tenu en 1924 devant l'Internationale communiste, où, à sa façon inimitable, il a fait la déclaration suivante sur la bourgeoisie britannique :

« Son caractère s'est formé au cours de plusieurs siècles. Son sentiment de classe est profondément ancré en elle, dans son sang et sa moelle, ses nerfs et ses os. Il sera plus difficile de lui faire perdre sa mentalité de maîtresse de l'Univers. Mais les Américains y arriveront quand ils le voudront, et ils le voudront bientôt. Vainement, le bourgeois anglais se console en pensant qu'il servira de guide à l'Américain inexpérimenté. Certes, il y aura une période de transition, mais l'important ce n'est pas l'expérience diplomatique, c'est la force réelle, c'est le capital, c'est l'industrie. Or, les États-Unis occupent économiquement la première place dans le monde. Leur production des objets de première nécessité varie du tiers aux deux tiers de la production de l'humanité ».

Si nous devons modifier le texte et, au lieu de caractère bourgeois anglais, dire le caractère bourgeois américain s'est formé au cours des siècles... mais les Chinois y arriveront quand ils le voudront, cela n'aurait aucun sens.

* * *

Où en serons-nous à la fin de ce siècle ?

Que sera la Chine ? Est-ce que la démocratie occidentale va s'épanouir ?

Une chose qui est devenue claire au cours de ces dernières décennies est que rien ne se passe à moins que les gens veuillent que cela se passe ; et si les gens veulent que cela arrive, ils commencent à bouger. Vous pouvez avoir pensé que les Européens auraient tiré quelques leçons de la catastrophe créée par cette récente récession, et auraient agi, mais ils ne l'ont pas fait : ils ont seulement mis des pansements sur les blessures et espéré que le sang cesserait de couler. Alors où chercher une solution ? L'un des penseurs les plus créatifs aujourd'hui est le sociologue allemand Wolfgang Streeck, qui explique clairement qu'une structure alternative à l'Union européenne est désespérément nécessaire et que cela exigera plus de démocratie à tous les stades - au niveau de la province et de la ville comme au niveau national et européen. Il doit y avoir un effort concerté pour trouver une alternative au système néolibéral. Nous avons les débuts d'une telle tentative en Grèce et en Espagne, et elle pourrait se diffuser.

Nostalgie et athéisme

Beaucoup de gens en Europe de l'Est éprouvent de la nostalgie pour les sociétés qui existaient avant la chute de l'Union soviétique. Les régimes communistes qui gouvernaient le bloc soviétique après l'arrivée de Khrouchtchev pourraient être décrits comme des dictateurs sociaux : des régimes fondamentalement faibles avec une structure politique autoritaire, mais une structure économique qui procurait aux gens plus ou moins la même chose que les sociales-démocraties suédoise ou britannique. Dans un sondage réalisé en janvier dernier, 82% des personnes interrogées dans l'ancienne Allemagne de l'Est ont dit que leur vie était meilleure avant la réunification. Quand on leur a demandé de donner des raisons, ils ont dit qu'il y avait plus de sens de la communauté, plus de facilités, l'argent ne dominait pas toutes choses, la vie culturelle était meilleure et ils n'étaient pas traités, comme maintenant, en citoyens de seconde classe. L'attitude des Allemands de l'Ouest à l'égard de ceux de l'Est est rapidement devenue un problème sérieux - si sérieux que deux ans après la réunification, Helmut Schmidt, l'ancien chancelier allemand et pas un grand radical, a dit à la conférence du Parti social-démocrate que la manière dont les Allemands de l'Est étaient traités était totalement erronée. Il a dit que la culture d'Allemagne de l'Est ne devait pas être ignorée plus longtemps ; et que s'il devait choisir les trois plus grands écrivains allemands, il prendrait Goethe, Heine et Brecht. L'assistance a eu le souffle coupé quand il a prononcé le nom de Brecht. Les préjugés à l'égard de l'Est sont profondément ancrés. La raison pour laquelle les Allemands ont été si choqués par les révélations de Snowden est qu'il devenait subitement clair qu'ils vivaient sous surveillance permanente, alors qu'une des grandes campagnes idéologiques en Allemagne de l'Ouest avait à voir avec les maux de la Stasi, dont on disait qu'elle espionnait tout le monde tout le temps. Eh bien la Stasi n'avait pas les capacités techniques pour un espionnage permanent - sur l'échelle de la surveillance, les États-Unis sont loin devant le vieil ennemi de l'Allemagne de l'Ouest.

Non seulement les anciens Allemands de l'Est préfèrent le vieux système politique, mais ils arrivent en tête des graphiques de l'athéisme : 52.1% d'entre eux ne croient pas en Dieu ; la République tchèque est deuxième avec 39.9% ; la France laïque est en bas, à 23.3% (la laïcité en France signifie en fait tout ce qui n'est pas musulman). Si vous regardez de l'autre côté, le pays avec la plus forte proportion de croyants sont les Philippines, à 83.6% ; suivies par le Chili, 79.4% ; Israël, 65.5% ; la Pologne, 62% ; les États-Unis 60.6% ; en comparaison, l'Irlande est un bastion de la modération, à seulement 43.2%. Si les sondeurs étaient allés dans le monde musulman et avaient posé ces questions, ils auraient été surpris par les réponses données en Turquie, par exemple, ou même en Indonésie. La croyance religieuse n'est pas confinée dans une seule partie du globe.

Souvenons-nous de Sparte

C'est un monde mélangé et confus. Mais ses problèmes ne changent pas - ils prennent seulement de nouvelles formes. A Sparte au troisième siècle avant l'ère chrétienne, une fissure s'est ouverte entre l'élite dirigeante et les gens ordinaires après les guerres du Péloponnèse, et ceux qui étaient gouvernés ont demandé des changements parce que le fossé entre les riches et les pauvres était devenu si énorme qu'il n'était plus tolérable. Une succession de monarques radicaux, Agis IV, Cleomenes III et Nabis, ont créé une structure pour aider à faire renaître l'État. Les nobles ont été envoyés en exil ; la dictature des magistrats a été abolie ; on a accordé la liberté aux esclaves ; tous les citoyens pouvaient voter ; et la terre confisquée aux riches a été distribuée aux pauvres (quelque chose que la Banque centrale européenne ne tolérerait pas aujourd'hui). La première République romaine, menacée par cet exemple, a envoyé ses légions sous le commandement de Titus Quinctius Flamininus pour écraser Sparte. Selon Livy, voici la réponse de Nabis, le roi de Sparte, et quand vous lisez ces mots, vous en ressentez la colère froide et la dignité :

« N'exigez pas que Sparte se conforme à vos lois et à vos institutions... Vous sélectionnez votre cavalerie et votre infanterie en fonction de leurs qualités et vous désirez qu'un petit nombre surpassent les autres par leur richesse et que les gens du commun soient leurs sujets. Notre législateur ne veut pas que l'État soit entre les mains d'un petit nombre, ce que vous appelez le Sénat, ni qu'aucune classe n'ait la suprématie dans l'État. Il a pensé qu'avec l'égalité en fortune et en dignité, beaucoup seraient prêts à prendre les armes pour leur pays. »

Tariq Ali pour la [London Review of Books](#).

Original : « [The New World Disorder](#) »

* **Tariq Ali** (né le 21 octobre 1943 à Lahore) est un historien, écrivain et commentateur politique britannique, d'origine pakistanaise¹. Il est l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages, en particulier sur l'Asie du Sud, le Moyen-Orient, l'histoire de l'Islam, l'empire US et la résistance politique. Il est membre du comité de rédaction de la *New Left Review*, et contribue régulièrement à *The Guardian*, *CounterPunch* et à la *London Review of Books*. Il est directeur éditorial de la maison d'édition londonienne *Verso*. Le dernier ouvrage de Tariq Ali est « *The Extreme Centre : a Warning* ».

[Counterpunch](#). Usa, le 16 avril 2015.

Les intertitres sont du Saker Fr

Traduit de l'anglais pour le [Saker Fr](#) par : Diane, relu par jj

[El Correo](#). Paris, le 20 avril 2015.